



© Gesundheitswesen mit Zukunft

Le sous-financement engendrerait des délais et une médecine à deux vitesses car la croissance des coûts «admis» serait beaucoup trop faible.

## *Le frein aux coûts crée de gros problèmes sans en résoudre aucun*

**Frein aux coûts** Les nouvelles alarmantes brandies avant les votations du 9 juin sont là pour brouiller les pistes. Elles visent principalement à détourner l'attention et à faire oublier que le frein aux coûts ne résout aucun problème. Au contraire, son impact nuira massivement à l'un des meilleurs systèmes de santé au monde et à toutes celles et ceux qui en ont besoin.



**Yvonne Gilli**  
Dre méd., présidente de la FMH

**F**in mars, l'association des assureurs santé-suisse n'a pas manqué d'annoncer une fois encore des hausses de coûts «dramatiques» et lançait ainsi sa campagne pour la votation sur le frein aux coûts du 9 juin prochain [1]. Ces annonces provocatrices ne reposent sur aucune base de données sérieuse et ne sont sans doute que le prélude de ce qui nous attend dans les deux prochains mois. Qui ne se souvient pas des propos dénigrants prononcés à l'encontre des professionnels de la santé par Gerhard Pfister, qui pointait du doigt leur «avidité» à se servir dans un magasin en libre-service [2]. On n'ose pas imaginer quelle pourrait être la suite.

### **Alarmisme et intérêt particulier**

Les représentants du Centre et de santé-suisse, mais aussi d'autres acteurs, n'ont aucun intérêt

réel à une analyse équilibrée de la situation et à des solutions adéquates allant dans le sens des assurés et des patients. Leurs desseins sont clairement politiques. Avec son initiative, Le Centre aimerait tirer profit de la hausse des primes, sans pouvoir être attaqué sur des propositions concrètes, tandis que santé-suisse se pose en défenseur des payeurs de primes, auxquels pourront être proposées de nombreuses assurances complémentaires très rentables une fois le plafonnement des coûts introduit dans l'assurance obligatoire.

### **Instrumentalisation des coûts**

Que l'évolution des coûts puisse être instrumentalisée de manière scandaleuse à des fins politiques repose sur une longue tradition. L'administration fédérale entretient aussi une alerte

rhétorique permanente. Ainsi, voici 30 ans déjà (!), le Conseil fédéral mettait en garde dans le livret de votation sur «les dépenses de santé [qui] continuent de grimper. Pour beaucoup, les cotisations deviennent difficiles à supporter» [3]. Ces dernières années, l'OFSP a aussi usé de «fiches d'information» effrayantes et de statistiques douteuses pour plaider en faveur de plus de réglementation [4,5]. Sa mise en garde selon laquelle le système de santé allait droit dans le mur [6] a été corroborée par le conseiller fédéral Alain Berset menaçant que, sans ses réformes, la «croissance effrénée des coûts» se poursuivrait «jusqu'à la rupture» [7].

### Exagération manifeste

Les nouvelles catastrophiques sont toujours accueillies avec gratitude par les médias car elles offrent la perspective de nombreux clics et suscitent peu de réflexion critique. Comme on accorde peu de place à l'objectivité, peu de personnes savent qu'une multitude de mises en garde sont manifestement fausses et que c'est prouvé. L'évolution des coûts ne s'accélère pas, comme l'ont prétendu les «experts» du Conseil fédéral – au contraire, elle s'atténue depuis environ 15 ans au niveau international et en Suisse [8]. Ici, depuis 2019, la hausse des coûts n'a pas été supérieure à celle de la puissance économique et cette stabilité devrait se poursuivre ces prochaines années [9].

### Un financement social...

Cela n'empêche pas les scénarios alarmistes de prendre racine. Les primes moyennes, actuellement de 427 francs pour les adultes, 301 francs pour les 19-25 ans et 112 francs pour les enfants [10], représentent près de 7% en moyenne du revenu brut des ménages [11]. Poste de dépenses non négligeable, elles représentent une charge considérable pour certains ménages. Même si 40% des enfants et des jeunes adultes bénéficient d'une réduction de leurs primes à hauteur respectivement de 80% et 69% [12], le poids des primes est encore nettement trop élevé dans certains cantons [13]. C'est sur ces leviers qu'il faut agir en vue d'un financement socialement équilibré.

### ... pour un système de santé fort

Dans le même temps, nous devons préserver les points forts de notre système de santé. Selon les données de l'OCDE [14], aucun autre pays n'est aussi efficace que la Suisse pour prévenir les décès évitables. Notre accès généralisé à une prise en charge médicale adéquate est également unique! Aucun autre pays au monde ne peut se targuer d'une majorité (94% de la population) aussi écrasante de personnes satisfaites de l'accessibilité et la qualité des soins de santé.

### Le frein aux coûts n'est pas social

Le frein aux coûts changerait entièrement la donne. Les dépenses de l'assurance obligatoire seraient couplées à l'évolution économique. Les prestations ne seraient plus financées en fonction du besoin, mais de la conjoncture. En d'autres termes, les soins aux patients devront coûter moins cher en cas de crise économique, alors que c'est précisément le moment où ils sont le plus nécessaires. La pandémie de coronavirus illustre de manière frappante le danger de ce mauvais choix, car il a fallu soutenir l'économie du pays à coups de milliards et les soins intensifs (coûteux) ont été sollicités comme jamais.

### Médecine à deux vitesses

Le sous-financement d'un système de santé engendre des délais d'attente et une médecine à deux vitesses. Avec le frein aux coûts, ce serait le cas non seulement lors de crises économiques ou de pandémies, mais aussi en temps «normal». De fait, l'assurance obligatoire engloberait de moins en moins de prestations, car la croissance des coûts «admis» par l'initiative est beaucoup trop faible. Si une personne nécessite des soins, elle devra les payer de sa poche ou alors y renoncer. Presque exclusivement financée par l'assurance obligatoire, la médecine de premier recours serait la première pénalisée et ce rationnement, contre lequel le Conseil fédéral met également en garde, impacterait en premier lieu les familles et les ménages à faibles revenus: le frein aux coûts nuirait précisément là où il est censé aider.

### Ce n'est pas une solution

Si Le Centre avait des solutions susceptibles de freiner la hausse des coûts et de réunir une majorité, il les aurait soumises au vote. Sans aucune solution, il exige un objectif de coûts sans dire comment l'atteindre. Ce serait l'affaire de «mesures» qui, année après année, produiraient toujours plus de bureaucratie. Faut-il rappeler que les «freins aux coûts» ne permettent pas d'économiser de l'argent comme le montrent les expériences d'autres pays comme la France ou l'Allemagne: tous deux ont des coûts plus élevés et une moins bonne prise en charge médicale [16].

### Que fait la FMH?

À l'avenir, les professionnels de la santé risquent de ne plus pouvoir soigner les patients selon leurs besoins. C'est pourquoi aujourd'hui nous devons défendre la prise en charge médicale telle que nous la concevons et empêcher que l'un des systèmes de santé les plus performants au monde se brise le 9 juin 2024 sur un alarmisme de façade. Une pléiade d'organisations du secteur de la santé ont lancé une campagne

multipartite dans le but de montrer les effets dévastateurs de l'initiative. Sur le site internet de la campagne ([www.frein-aux-couts-non.ch](http://www.frein-aux-couts-non.ch)), vous apprendrez également ce que vous pouvez faire pour un rejet clair et net de cette initiative dangereuse.

### Et vous?

Vous pouvez vous abonner à la newsletter et suivre la campagne sur les médias sociaux. Au plus près de l'information, vous connaîtrez les possibilités de contribuer à la campagne et pourrez diffuser et faire suivre son message. Sur le site internet, vous pouvez apporter votre soutien en rejoignant le comité et en créant votre propre témoignage.

Sur votre lieu de travail, vous pouvez sensibiliser au frein aux coûts, par exemple par des affiches, des flyers dans la salle d'attente, le port d'un pin's ou l'ajout d'un sujet de campagne à votre signature électronique et sur votre site internet. Vous pouvez également vous engager au niveau régional, où les personnalités locales sont des messagers crédibles avec un impact important. Vous pouvez par exemple participer à votre comité régional, aider à la distribution de flyers, passer des annonces avec votre témoignage dans les médias régionaux ou informer du danger que représente le frein aux coûts lors d'événements dans votre région. Vous pouvez obtenir du matériel gratuit sur le site de la campagne ou à l'adresse [info\[at\]frein-aux-couts-non.ch](mailto:info[at]frein-aux-couts-non.ch).

Celles et ceux qui souhaitent être moins exposés peuvent par exemple faire un don pour soutenir la campagne. Mais surtout, que chacune et chacun d'entre vous informe son entourage du frein aux coûts et l'incite à rejeter cette initiative dangereuse par un NON clair et net le 9 juin 2024.

Dans ce contexte politique complexe, il est primordial que des médecins s'engagent en politique et en politique professionnelle. Les élections générales de la FMH auront lieu le 6 juin 2024. Nous remercions toutes les personnes qui se sont portées candidates. Celles qui ont envoyé leur portait dans les délais à la FMH se présentent dans le présent numéro aux pages 26-42.



### Références

À consulter sous [www.bullmed.ch](http://www.bullmed.ch) ou via code QR